

FAITS SAILLANTS

- La République Dominicaine a décidé la prolongation pour un an du permis de séjour des migrants Haïtiens qui avaient été enregistrés dans le cadre du Programme National de Régularisation des Etrangers (PNRE)
- La situation de la sécurité alimentaire a une tendance d'amélioration dans les prochains mois
- Les récentes averses survenues au cours du mois de juillet ont causé des inondations dans les communes du département de l'Ouest, affectant plus de 5000 familles
- Des flambées de choléra enregistrées dans plusieurs communes du pays. Environ 20 communes sont en alerte rouge

CHIFFRES CLES

Nb. de déplacés dans les camps Source: DTM, juin 2016	61 000
Nb. cumulatif de cas suspects de choléra (17 au 23 juillet 2016) Source: MSPP	23 072
Nb. de décès dus au choléra (17 au 23 juillet 2016)	211
Nb. de personnes en insécurité alimentaire Source: CNSA	3,6 m
Nb. de personnes en insécurité alimentaire sévère Source: CNSA	1,5 m
Nb. d'enfants souffrant de Malnutrition Aigüe Globale Source : Unicef	131 405



Au sommaire

- Situation binationale P.1
- Sécurité alimentaire P.2
- Préparation et réponse aux urgences P.3
- Epidémie de choléra P.4

Situation binationale: les acteurs humanitaires maintiennent les activités de réponse à la frontière

La situation à la frontière reste fragile

La date butoir du 18 Juillet dernier avait été donnée par les autorités de la République Dominicaine (RD) aux personnes d'origine haïtienne ayant bénéficiées d'un permis de séjour d'un an dans le cadre du Programme National de régularisation des étrangers (PNRE) pour régulariser leur situation. Pour renouveler ce permis, il faut payer l'équivalent de 300 dollars et avoir un passeport haïtien en règle. Face à l'inquiétude grandissante des concernés, les autorités dominicaines ont finalement décidé la prolongation automatique du permis pour un an à tous les détenteurs de ce document.

Les mouvements au long de la frontière avec la RD n'ont pas, par conséquent, augmenté substantiellement comme pouvait le craindre les acteurs humanitaires engagés dans la réponse. Toutefois, les rapatriements se poursuivent, en moyenne, à un rythme de 600 personnes par mois sur l'ensemble des points d'entrée officiels et non officiels monitorées par les équipes d'IOM et ses partenaires, y compris les agences ONU et ONGs. Jusqu'à présent, plus de 131 000 personnes, qui ont été entrevués sur une base volontaire, ont déclaré d'avoir traversé la frontière de la RD.

Des questions de protection toujours d'actualité

Malgré l'absence d'une augmentation soudaine des retours, la situation particulière des personnes retournées et ou déportées continue de présenter des risques de protection importants. Par exemple, le nombre des mineurs non accompagnés reste inquiétant. 1 805 présumés mineurs non accompagnés ont été enregistrés depuis le début de la surveillance de la frontière (juillet 2015) jusqu'au 28 juillet 2016. En plus, 34,8 pour cent des personnes enregistrées sont des femmes et des filles. Des dispositions ont été prises par certains partenaires, comme l'UNICEF, pour accueillir au mieux ces personnes.



Retournées de la RD relocalisées par l'IOM à Anse à Pitres
Photo credit : OCHA Haïti

Le statut des retournées et

déportées reste aussi une préoccupation pour les acteurs humanitaires. Ainsi, OIM continue les référencements des personnes nées à la RD à l'UNHCR qui procède à la vérification de leur statut en vue de déterminer s'ils relèvent ou pas du mandat de cette agence des Nations Unies. Jusqu'à présent, l'UNHCR a reçu de OIM 6 029 familles avec une ou plusieurs personnes nées en République Dominicaine et a déjà procédé à l'interview et au screening de 1 272 familles, dont 961 familles relèvent du mandat du UNHCR.

Vers une meilleure coordination

A côté des questions de protection, des sujets transversaux (santé, immigration, éducation, opportunité économique) subsistent le long de la frontière et ont un impact conséquent sur la crise migratoire binationale. Pour les adresser, une meilleure coordination entre les acteurs étatiques des deux pays, les ONGs, les agences des Nations Unies et la société civile reste indispensable. Il est nécessaire d'impliquer des autorités pour renforcer la collaboration et la coordination entre les différentes entités et structures étatiques à la frontière.

La prise en compte des réponses communautaires qui existent dans certaines localités doivent être également capitalisées et renforcées. Pour ce faire, les acteurs humanitaires sont encouragés à soutenir les initiatives locales pouvant aider à résoudre le problème, retenir les personnes en Haïti avec des opportunités de travail et faciliter l'accès à la documentation nationale (carte d'identité, extrait d'acte de naissance).

C'est dans ce contexte que les équipes pays des Nations Unies – République Dominicaine et Haïti – se sont rencontrées au début de juillet 2016 pour améliorer la coordination de leurs actions sur la question binationale. Les deux équipes ont profité de cette opportunité pour trouver des solutions conjointes aux questions humanitaires, de protection, d'utilisation des terres, de santé, d'éducation ainsi que des possibles entraves aux droits des personnes vivant dans les régions frontalières. En plus, ils se sont engagés à suivre conjointement la situation et à organiser des missions et consultations régulières sur la problématique.

Malgré l'absence d'une augmentation des retours, la des personnes retournées et ou déportées continue de présenter des risques protection importants. Il est nécessaire de trouver des solutions durables pour ces populations.

Sécurité alimentaire : les interventions d'urgence continuent et commencent à porter leurs fruits

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) assure le lead du Système des Nations Unies dans la réponse à l'urgence alimentaire

Devant s'étaler sur une période de 6 mois, entre mars et septembre 2016, les interventions d'urgence pour répondre à la crise alimentaire dans laquelle Haïti se trouve plongé depuis 2015 commencent à porter leurs fruits. Comme planifié, le programme devrait toucher un million de bénéficiaires qui allaient recevoir une aide alimentaire d'urgence à travers des distributions de rations sèches (distribution directe), du « cash contre travail » ou encore de « la nourriture contre travail ». A mi-chemin, 24 pour cent des personnes dans le besoin ont été atteints, soit 359 000 personnes sur 1,5 million de personnes. Ce chiffre représente 28 pour cent de la cible dans le Plan de Réponse Humanitaire 2016, qui était de 1,3 million.

Les besoins identifiés par le Plan de réponse étaient l'amélioration de l'accès à la nourriture pour les personnes les plus vulnérables vivant dans les zones touchées par la sécheresse, le développement d'actions urgentes pour soutenir les enfants atteints de malnutrition aiguë et faire en sorte de récupérer la production locale des denrées alimentaires affectées par la sécheresse.

Une nouvelle enquête IPC pour déterminer les tendances actuelles

La sécheresse, aggravée par le phénomène El Niño, a provoqué à travers le pays des pertes de récolte supérieures à 50 pour cent par rapport à la moyenne sur les 5 dernières années. Cependant, bien qu'encore présent le phénomène El Niño est à son déclin. Cela laisse présager une amélioration des conditions météorologiques et des conditions de production agricole avec le retour des pluies. Parallèlement, les données nutritionnelles

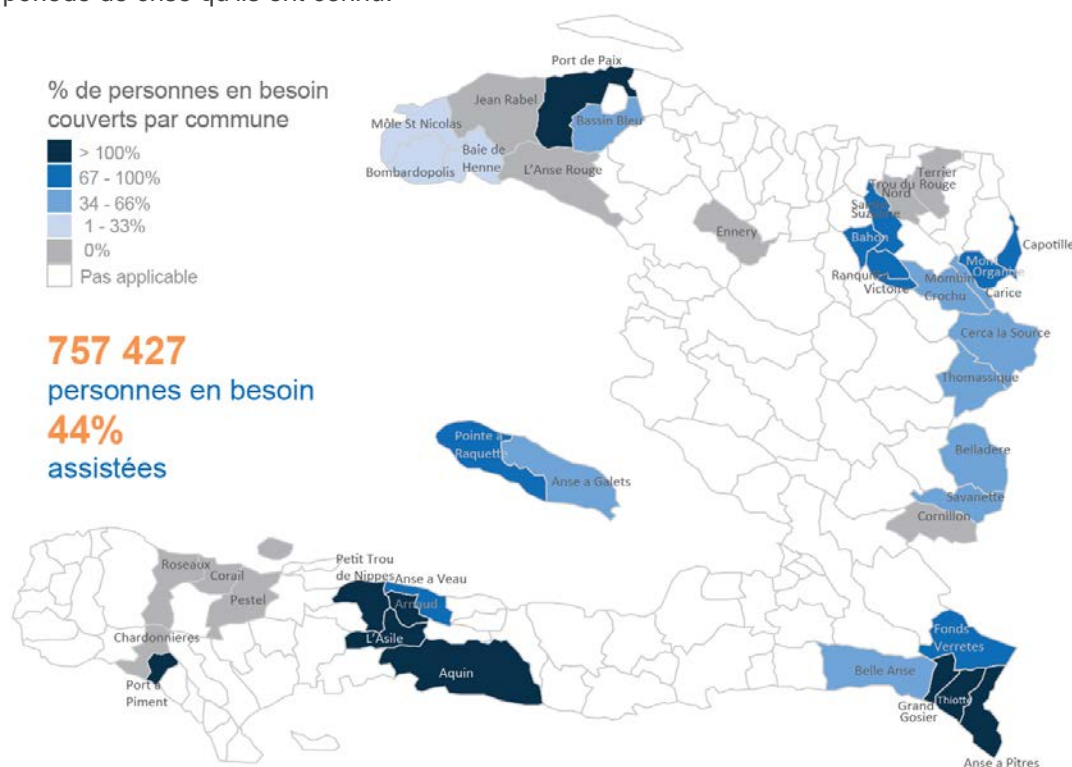
Une nouvelle enquête IPC est en cours de finalisation par les différents acteurs dans la sécurité alimentaire et doit sortir dans les prochains jours.

préliminaires de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) démontrent une légère amélioration des conditions de disponibilité et d'accès alimentaire.

Pour avoir une meilleure analyse sur les tendances, une enquête IPC est en cours de finalisation par les différents acteurs dans la sécurité alimentaire. A titre de rappel, l'IPC est un ensemble d'outils et de procédures qui permettent de classer la sévérité de l'insécurité alimentaire en vue d'une prise de décision sur la base des données et preuves disponibles, telles que : production agricole, disponibilité des aliments, sécheresse et pluviométrie observée, entre autres.

Le maintien des activités de soutien à la relance agricole

Même si on observe une légère amélioration, les acteurs dans la sécurité alimentaire sont d'avis qu'il faut rester prudent. L'accès limité aux intrants agricoles constitue encore une contrainte à l'amélioration soutenue et durable des conditions de disponibilité et d'accès alimentaire dans le pays. Le soutien aux agriculteurs en vue d'une résilience effective reste d'actualité. La FAO estime que la situation ne va pas changer d'ici la fin de l'année et recommande de continuer les efforts dans le sens de redonner des moyens de production aux agriculteurs qui pourront reconstituer les stocks en vue de sortir de la période de crise qu'ils ont connu.



Aperçu de la réponse d'urgence à la sécheresse en 2016
Assistance alimentaire dans le pays - juillet 2016-septembre 2016.

C'est le même constat pour la nutrition, la sortie de la période difficile ne va pas être pour tout de suite. Néanmoins, il y a une lueur d'espoir et une nouvelle évaluation de la situation nutritionnelle qu'on espère permettra de réorienter les efforts de la réponse sur les zones qui en ont encore le plus besoin que d'autres. Ainsi, l'UNICEF est en train de finaliser cette évaluation sur les 23 communes les plus affectées et les résultats de cette dernière devront être disponibles prochainement.

Des inondations sporadiques enregistrées particulièrement dans l'Ouest

Les récentes averses survenues au cours du mois de juillet ont causé des inondations dans le pays, notamment dans les communes du département de l'Ouest, affectant plus de 5000 familles, faisant 5 blessés et causant d'importants dégâts dans le secteur transport et communications

Trois communes du département de l'Ouest (Carrefour, Cité soleil et Delmas) ont été particulièrement touchées. Des dizaines de maisons ont été également endommagées dans ces communes ou la circulation routière a été presque impossible en raison des tonnes de boue et des eaux de ruissellement charriées dans plusieurs artères de la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

Des évaluations menées par le gouvernement haïtien via les comités de protection civile communale ont mis en évidence l'urgente nécessité de poursuivre les travaux de mitigation, notamment le nettoyage des ravins. Le Ministère des travaux publics a également procédé au rétablissement de la circulation, notamment au niveau de la route nationale Numéro 2 à Carrefour.

Aucun dégât particulier n'a été enregistré dans les secteurs d'élevage ou au niveau des infrastructures sanitaires. Toutefois, la communauté humanitaire recommande la poursuite de la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène pour lutter contre la propagation des maladies diarrhéiques. Également, la vigilance et le maintien des activités de préparation et de mitigation sont recommandés afin de limiter au maximum les dégâts que peuvent causer les inondations au cours de la saison cyclonique. Au moins 12 tempêtes, parmi lesquelles 5 ouragans dont 2 majeurs, sont prévus pour la saison cyclonique 2016, selon des prévisions de l'Université du Colorado aux États-Unis.

La communauté humanitaire est préoccupée par le bas niveau des stocks d'urgence pour la saison cyclonique.

La communauté humanitaire est particulièrement préoccupée par le bas niveau des stocks d'urgence sous pression à l'occasion des fortes pluies. Il est à craindre que tous les stocks stratégiques d'urgence soient utilisés tôt au cours de la saison des pluies, et il est peu probable qu'ils seraient rapidement reconstitués. Cela pourrait entraîner d'importantes pénuries d'aide de secours essentielle, ce qui empêcherait le gouvernement et ses partenaires humanitaires de répondre efficacement aux futurs chocs.

Ainsi, il est nécessaire de poursuivre la mobilisation des ressources afin de renflouer les stocks d'urgence utilisés, de continuer à appuyer les interventions de la Direction de la protection civile (DPC) et du Système national de gestion des risques et désastres (SNGRD) visant à réduire les risques de catastrophes et le renforcement de la résilience face aux désastres.

La communauté est active sur la prévention des catastrophes et la préparation

Avec le début de la saison cyclonique 2016, les acteurs travaillent activement dans la prévention et la préparation pour les catastrophes naturelles. Dans ce contexte, plusieurs événements ont été organisés en Haïti au cours du mois de Juillet, y compris un atelier par le Ministère du plan et de la coopération externe (MPCE) et le PNUD sur la résilience dans les zones urbaines. En



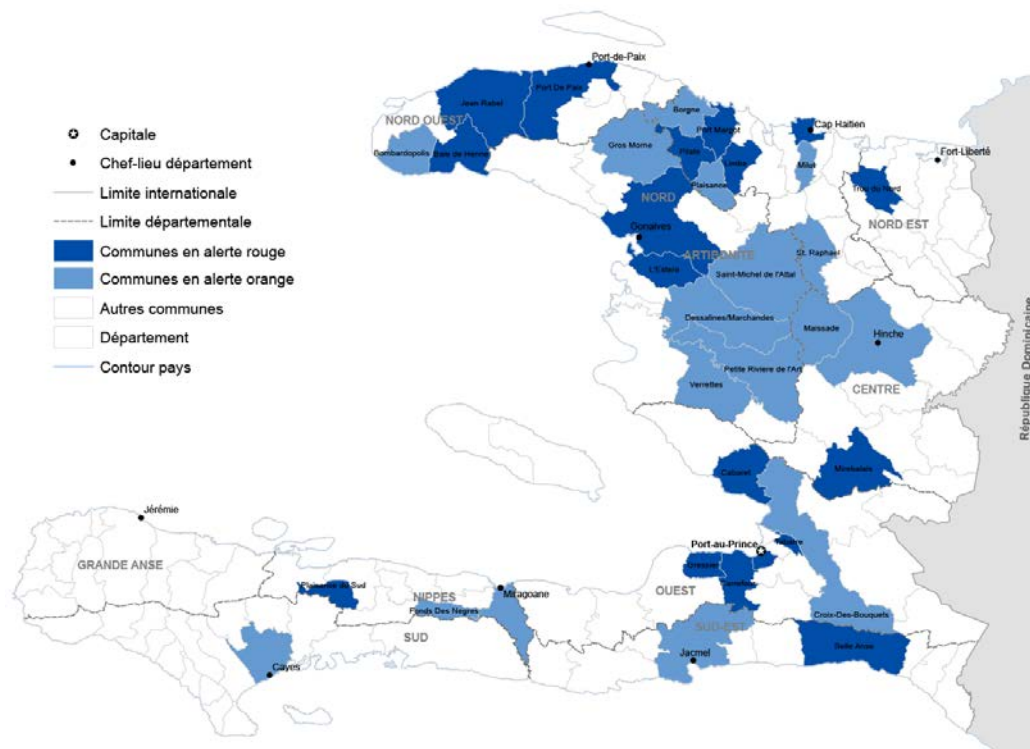
Atelier sur le leadership des femmes en situation de désastre naturel
Photo credit : OCHA Haïti

outre, dans le contexte du suivi du Sommet humanitaire mondial (WHS), Action Aid a organisé un atelier sur le leadership des femmes sur les urgences humanitaires. En outre, DPC a préparé un exercice de simulation (SIMEX) sur les risques météorologiques en collaboration avec OCHA, l'IOM, ECHO, le PNUD et d'autres partenaires.

L'épidémie de choléra refait surface

20 communes en alerte rouge

Alors que la saison cyclonique vient de démarrer, les autorités sanitaires ont observé une recrudescence des cas de choléra au niveau de plusieurs communes, notamment dans les départements de l'Artibonite, du Centre, des Nippes, du Nord et de l'Ouest. Dans un rapport du Ministère de la santé publique et de la population (MSPP), il est signalé que plus de 823 alertes ont été enregistrées dans la semaine du 17 au 23 juillet. Le document indique aussi qu'environ une vingtaine de communes est en alerte rouge. La situation est



Sources: MSPP – OPS/OMS

Si rien n'est fait pour contrôler l'épidémie du choléra, le nombre totale des cas pourrait arriver à 45 000 en 2016, d'après l'opinion des experts.

beaucoup plus critique dans les communes de Carrefour (109 cas), Port-au-Prince (83 cas), Tabarre (75 cas), Mirebalais (45 cas) et Verrettes (39 cas). Le MSPP recommande à la population l'observation scrupuleuse des principes d'hygiène tels que le lavage des mains, l'utilisation de l'eau traitée et des produits chlorés afin de faire face à une éventuelle augmentation des cas de choléra durant la saison des ouragans.

En dépit des ressources financières à la baisse, les agences du Système des Nations Unies à travers l'Organisation panaméricaine de la santé/l'Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS), l'UNICEF et les directions sanitaires des départements affectés renforcent les initiatives de réponse rapide aux alertes. Par exemple, elles ont mis en place des cordons sanitaires et ont distribué des produits chlorés et de sérum oral dans les communautés touchées. Ainsi, des activités de sensibilisation des communautés, de décontamination des maisons, dortoirs et blocs sanitaires ont été amenées.

Près de 23 000 cas déjà enregistrés en 2016

La famille des Nations Unies en Haïti a soutenu le Gouvernement d'Haïti dans la mobilisation de quelque 307 millions de dollars pour son plan national d'élimination du choléra. Sur ces 307 millions, l'ONU a directement livré plus de 59 millions de dollars, dont environ 30 millions de dollars du Central Emergency Recovery Fund (CERF) géré par OCHA. Ces fonds ont été utilisés pour mettre en œuvre 291 initiatives pour les réponses rapides et à plus long terme pour faire face aux causes profondes de l'épidémie. Ces mesures comprennent le renforcement des infrastructures telles que : l'eau, l'assainissement et l'hygiène, l'accès aux services de santé de qualité, et le développement des capacités dans le secteur de la santé préventive.

Cependant, le choléra reste une situation d'urgence en Haïti. En 2016, le Ministère de la santé a enregistré 23 072 cas suspects de choléra et 211 décès liés à partir du 1er

janvier au 23 juillet. Durant l'année 2015, le pays avait enregistré 36 644 cas et 321 décès. A cinq mois de la fin de l'année 2016, ce chiffre pourrait être dépassé et atteindre plus de 45 000 cas d'après l'opinion des experts.

Depuis que l'épidémie de choléra a commencé en octobre 2010, plus de 776 000 cas et 9 000 décès ont été enregistrés. Plus de 350 000 cas ont été enregistrés seulement en 2011. Cela indique que, même si la situation reste critique, les efforts de réponse ont contribué à réduire considérablement le nombre de cas par rapport au début de l'épidémie.

La Journée mondiale de l'aide humanitaire le 19 Août

Chaque année, la communauté internationale commémore la Journée humanitaire mondiale (WHD) le 19 Août pour soutenir à l'action humanitaire et reconnaître les humanitaires qui risquent leur vie pour fournir une assistance aux personnes dans le besoin. Cette année, les Nations Unies et ses partenaires se sont réunis sous le thème «Une humanité» et appellent à la solidarité globale aux personnes qui sont touchées par les conflits et les catastrophes.



Le WHD 2016 fait suite à l'un des moments les plus marquants de l'histoire de l'action humanitaire: le Sommet humanitaire mondial (WHS), tenue à Istanbul les 23-24 mai. La campagne «Une humanité» va poursuivre sur cette lancée par la sensibilisation à l'agenda pour l'humanité et plaider pour transformer les engagements pris lors du Sommet en actions concrètes.

En Haïti, la campagne aura lieu sous le thème «Yon sèl Ayiti, Yon sèl imanite» et attirer l'attention sur les questions humanitaires dans le pays, ainsi que les engagements pris lors du Sommet que concernent Haïti le plus. Dans la semaine du 15 à 19

août Radio MINUSTAH diffusera une série d'émissions radio qui discuteront des résultats du Sommet en lien avec le contexte local. De plus, une série d'histoires sur les acteurs et les bénéficiaires humanitaires seront partagées sur nos médias sociaux pendant la semaine du WHD.

OCHA encourage tous les partenaires à partager des messages sur leurs médias sociaux en utilisant le hashtag #ShareHumanity dans les prochains jours.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Alix Nijimbere, chargé du reporting humanitaire, nijimbere@un.org, (509) 3702 5790

Ana Maria Pereira, chargée de communication, pereira9@un.org, (509) 3702 5192

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur <http://haiti.humanitarianresponse.info/> | www.unocha.org | www.reliefweb.int

Rejoignez OCHA Haïti sur les médias sociaux : [@OCHAHaiti](https://twitter.com/OCHAHaiti) | [OCHAHaiti](https://www.facebook.com/OCHAHaiti)